

Les conférences internationales

En Corée, pour parler pour un armistice. Aux Nations unies à Paris, Conseil de l'Europe à Strasbourg, A Rome vient de se terminer une session du Conseil atlantique. Et la bouillotte s'assourit que rien ne bougera de part et d'autre, derrière cette ligne. Même si les soi-disant « Grands » parviennent à trouver pour le monde en-

ter une « ligne d'armistice » derrière laquelle ils ne bougeraient pas, les masses du monde entier, elles, continueront à bouger et à secouer « l'ordre » désiré par les impérialistes et accepté par les bureaucraties. C'est pourquoi les impérialistes cherchent à établir la situation en leur faveur d'une façon stable en s'armant à outrance pour un conflit définitif.

Dans ces conditions, l'O.N.U. est avant tout une arène de manœuvres et de propagande où chacun cherche à démasquer les points faibles de l'adversaire. En même temps, elle permet d'établir des lignes de coulis, car de part et d'autre, comprenant les alicés d'un conflit, on n'a pas renoncé à aboutir à des accords limités et temporaires, et à gagner du temps.

En ce qui concerne la préparation du camp impérialiste les difficultés commencent à se manifester avec acuité. Il semblait en effet de fixer un énorme programme d'armement et de militarisation. Des milliards de dollars étaient votés à Washington, un « état-major » était organisé. Un peu plus d'un an s'est écoulé, et voici que l'inflation commence à déferler, disloquant les

(Suite page 3.)

Grève sauvage des dockers new-yorkais

De notre correspondant aux U.S.A. New-York, le 23 novembre 1951. ES directions de quelques syndicats américains sont bureaucratiques

« Les méthodes de gangsters pour garder leur pouvoir. Mais il serait étonnant d'identifier ces directions avec les militants syndicaux des U.S.A., avec le syndicalisme américain en général. L'histoire de la récente grève des dockers new-yorkais est avant tout l'histoire d'une révolte de la base contre le bonze Ryan et son gang.

Joe Ryan — dit le roi Ryan — est fait être dirigeant à vie du syndicat des dockers dans l'A.P.L. Bien que plusieurs journaux (bourgeois) aient déjà mentionné le fait qu'il se maintient à la direction du syndicat grâce à sa collaboration avec des gangsters professionnels qui ne reculent devant aucun crime et qui ont fait de choses constitue un scandale bien connu, l'administration municipale de New-York et la justice bourgeoise se sont toujours bien gardées d'enquêter ce « roi » Ryan dont la collaboration de classe est si utile à la bourgeoisie.

Chaque contrat négocié par Ryan avec les patrons fut assez avantageux pour ces derniers et donna lieu à une

(Suite page 3.)

AU MEETING D'UNITÉ D'ACTION LAIQUE Une grave faute de Toilet

LE 20 novembre, le Comité d'Action laïque de la Seine organisait un meeting à la Mutualité.

Parmi les orateurs figurait Toilet, secrétaire du P.U.F., C.G.T. de la Région parisienne. C'était la première fois depuis le début de la campagne de défense laïque qu'un dirigeant cégétiste prenait la parole au côté des témoins réformistes de l'enseignement. Malgré l'absence des dirigeants F.O. qui se cachent toutes les fois qu'ils ont affaire à des enseignants ne pouvant que se réjouir de l'élargissement du mouvement.

Mais le discours de Toilet déchaîna de fortes protestations dans la salle. Il est clair que la majorité des auditeurs était détracté pour savoir COMMENT CONTINUER LE COMBAT CONTRE LES LOIS MARIE-BARANGE et non pour entendre dénoncer la venue d'Adenauer à Paris et approuver ses mots d'ordre du P.C.F. Et ce meeting qui aurait pu être une importante manifestation de Front Unique aboutit en fait à la division des camarades qui avaient lutté au coude à coude douze jours plus tôt.

Les militants cégétistes s'étonnent sans aucun doute de voir leur dirigeant violer les directives qui donnaient récemment l'ordre de marcher dans Le Peuple et l'Humanité, directives que l'on peut ainsi résumer : LE FRONT UNIQUE SE FAIT SUR UN POINT PRINCIPAL IL NE FAUT PAS INTRODUIRE D'AUTRES MOTS D'ORDRE QUE CEUX AINSI DÉFINIS D'UN COMMUN ACCORD ; AGIR AUTREMENT, C'EST TENDRE LE FRONT UNIQUE IMPOSSIBLE. Et ceci est aussi vrai pour la défense laïque que pour la lutte revendicative.

AVANTAGE ORGANES DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4<sup>e</sup> INTERNATIONALE 46, rue de l'Arbre-Sec, Paris (11<sup>e</sup>) — Tel. : CEN. 68-96 C.C.P. Mlle Picard 5660-38 Paris

Le gouvernement de vie chère prépare la dictature et la guerre BARRAGE AUX 2 ANS ! Attention au R.P.F. Abrogation des 18 mois !

L'IMPORTANCE des assises nationales de Nancy du R.P.F. tient au rôle que joue aujourd'hui le gaullisme au Parlement. Groupé dans la machination électorale du 17 juin, le R.P.F., fort de sa représentation de 120 députés, le plus nombreux de l'Assemblée, prend maintenant une revanche continue sur la majorité gouvernementale.

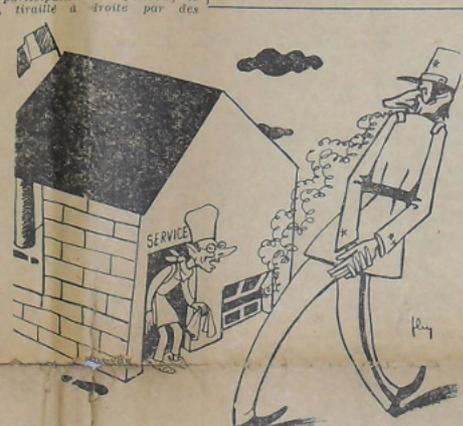
Sans le R.P.F. dont il quémande la participation au pouvoir, le gouvernement ne peut être que chancelant, travaillé à droite par des « paysans » et des radicaux qui exigent l'union nationale contre le communisme. Mais les gaullistes n'ont aucune raison de se compromettre aujourd'hui en partageant les lourdes responsabilités de l'Etat. Ils laissent aux Pleven-Mayer le soin d'endosser le budget aversant, les impôts nouveaux, les mesures impopulaires. Ils se réservent l'opposition démagogique. C'est de bonne guerre.

Le vague des réponses du R.P.F. à l'invitation de participer au gouvernement sert avant tout à ne pas brusquer ceux de ses parlementaires qui sont plus pressés de goûter au gâteau du pouvoir que compréhensifs des plans à long terme et de vaste envergure. De Gaulle, lui, voit que son heure n'est pas encore venue, que le rapport des forces entre les classes n'est pas encore favorable à ses entreprises totalitaires mais que le terrain est au contraire excellent pour le développement d'une démagogie effrénée en direction de la petite bourgeoisie et accessoirement vers les travailleurs.

Aux petits bourgeois, le Congrès de Nancy promet une fiscalité allégée et des affaires florissantes à la guerre. Il promet tout ce que veulent les paysans et le paradis sur terre pour ceux qui ont peur de la dévaluation. Le programme de Nancy c'est le beurre et le bon pain en même temps et l'un garantissant l'autre.

Michel LEQUEUNE.

(Suite page 2.)



En mon général, nous faisons de la bonne cuisine : aujourd'hui prolongation de la journée du travail et demain loi de deux ans.

DE LA LETTRE EN ECHEC

Pendant que se poursuivent les combats pour le contrôle des rizières du Tonkin, le triste De Latre doit faire face au mécontentement croissant des groupes politiques et militaires caodistes, Binh-Xuyen, Hoa-Hao, qui soutenaient jusqu'à présent le régime Bao-Dai.

Les bourgeois colonialistes se sentent sur un terrain mouvant et multiplient les offensives contre le Viet-Minh, au nord, dans l'espoir de rétablir une situation compromise. La lettre de notre correspondant de Saigon apporte d'intéressantes précisions sur les développements politiques récents dans le sud du Viet-Nam.

L'action unie des travailleurs français doit mettre fin aux crimes des colonialistes et imposer le retrait du corps expéditionnaire.

HOACH, ancien président du Conseil, le plus qualifié, vint de Tay Ninh se tenir matin, s'était présenté au Grand-Palais à l'heure indiquée, les soldats faits immédiatement annoncer au chef suprême du Viet-Nam occupé.

« Quel fut leur étonnement lorsqu'on vint leur intimer l'ordre d'attendre, le haut-commissaire ne revint qu'à onze heures. D'un air hâtif, De Latre, enfin, indiqua un siège à Pham-Cong-Tac et lui tint à peu près ce langage : « Que voulez-vous me demander ? » Le Pape caodiste ne savait comment répondre.

Et De Latre de continuer : « Le Viet-Minh nous bat déjà de Hoa-Binh à la frontière chinoise, quant à vous et vos caodistes, si vous ne vous tenez pas tranquille dans votre coin, mes armées sauront bien vous faire subir le même sort. » Penaud et confus, Pham-Cong-Tac se retira sans demander son reste. Au retour, il raconta en toute sa mesure à son oncle Le-Ven-Hoach que le général avait refusé de recevoir.

A Tay Ninh, un douzième des directeurs du général Hoach, commandant en chef de l'armée caodiste à Saigon, pour une entrevue avec le président Tran-Van-Huu. Le général Hoach avait eu pour mission d'expliquer au Bao-Dai l'insubordination imminente d'un retour.

« Le retour du Grand-Palais Norodnon au Viet-Nam ; « L'écrit à la France d'une ambassade en tant que puissance étrangère. Rien qu'à considérer les trois points Américains, un senser bien qu'il vult en voir le chef des caodistes.

Le président Tran-Van-Huu, tout en reconnaissant les services rendus par les caodistes à son gouvernement, n'a pas cru pouvoir verser celui de la demande de l'envoi du Pape.

« Au lieu de cela, les assises de Drancy n'ont été qu'un bâillement pitoyable et l'armé sur la piste. Le docteur Wu-Aïté, vieillier honorable à la voix chevrotante, fut chargé de donner le ton. Et cette prière d'agissais pouvait nous reporter quelques quinze ou vingt ans en arrière, à la plus belle période du mouvement Amsterdam-Pleyel. Le mur des lamentations que furent les trente-sept ou trente-huit interventions ne pouvant qu'enregistrer la carence de tous ceux qui prétendent conduire l'humanité à la paix... par

La loi des 18 mois n'était, en effet, pour nos généraux et ministres, qu'une première mesure d'application des ordres d'Eisenhower. Un an après ils nous préparèrent les 2 ans. Motif ? Pas assez d'hommes pour former les divisions demandées par le Pentagone ; pas assez d'officiers subalternes et de sous-officiers pour l'encadrement.

LA « GREVE DES ELITES » S'ETEND

Sans aucun doute, cette crise de l'encadrement est très profonde ; les écoles d'élèves officiers ne font plus recette ; des grandes écoles, qui autrefois fournissaient une forte proportion de militaires de carrière, ils ne sort plus que des « civils » ; les campagnes d'engagements et de rengagements se soldent pas des échecs répétés ; pour envoyer des soldats et des cadres en Indochine.

M. FAVRE-BLEIBTROUGH. (Suite page 2.)

En devançant l'appel... ..tu seras bon pour la Corée !

Nous avons récemment signalé qu'il n'y avait pas abondance de volontaires pour relever le bataillon de Corée qui doit être rapatrié après un an de front. Ceci nous est confirmé par une note secrète du secrétariat à la Guerre en date du 20 octobre, où nous pouvons lire :

« Je vous ai prescrit de faire appel à des volontaires d'active pour permettre la relève en décembre prochain des personnels rapatriés du Bataillon français de l'O.N.U.

« Les résultats de cette prospection, dont vous m'avez rendu compte le 15 octobre étant EXTREMEMENT FAIBLES (souligné par nous), j'ai l'honneur de vous faire connaître que j'ai décidé de procéder à des désignations d'office de personnels français se trouvant en instance de départ pour l'Indochine. »

« Quels seront ces hommes ? Des engagés, à l'exception d'engagés spéciaux, au ayant moins de 6 mois de service au moment de l'embarquement.

« Un de nos correspondants aux armées nous avertit la quinzaine dernière au sujet de l'envoi en Indochine de jeunes qui devançant l'appel.

« Etape par étape, le gouvernement s'orienter vers l'envoi du contingent en Indochine et en Corée.

« Les jeunes qui devançant l'appel doivent savoir à quoi ils vont s'exposer.

Du mur des lamentations à la lutte contre la guerre

ES Assises de la paix de la Seine se sont tenues le samedi 24 et le dimanche 25 novembre. Si peu d'espoirs que l'on ait pu mettre dans cette assemblée, on pouvait au moins s'attendre à ce que, devant les menaces d'une troisième guerre mondiale et tout ce que sa préparation implique, une palme d'homme, au sens-c'est qu'une palme, au sens-c'est qu'une palme, se lèverait et dirait : « Non ». Dire non à la guerre ne suffit d'ailleurs pas pour arrêter la guerre, encore faut-il préparer, préciser et organiser toute une série de mesures pratiques, mettre en avant les motifs d'ordre qui doivent trouver leur force dans une réelle mobilisation des masses populaires. Il faut un combat résolu et décidé contre les classes et Etats qui veulent la guerre, qui ont besoin de la guerre.

Au lieu de cela, les assises de Drancy n'ont été qu'un bâillement pitoyable et l'armé sur la piste. Le docteur Wu-Aïté, vieillier honorable à la voix chevrotante, fut chargé de donner le ton. Et cette prière d'agissais pouvait nous reporter quelques quinze ou vingt ans en arrière, à la plus belle période du mouvement Amsterdam-Pleyel. Le mur des lamentations que furent les trente-sept ou trente-huit interventions ne pouvant qu'enregistrer la carence de tous ceux qui prétendent conduire l'humanité à la paix... par

Daniel RENARD. (Suite page 2.)

REVEILLON DU P.C.I. 31 DECEMBRE PATRONAGE LAIQUE 72, avenue Félix-Faure, 19<sup>e</sup> BUFFET GRATUIT \* ATTRACTIONS

Maurice BURGUIERE.

LE CHAUVINISME SERT BIEN LE PENITAGE

S'il l'ouvrier français a ses capitales, l'ouvrier américain a aussi les siens. Ceux de l'ouvrier français habitent Passy, ceux de l'ouvrier américain Park Avenue...

chez lui, Marcel Cachin met tous les Américains dans le même sac. Il ne s'agit pas de la République, mais d'une cité révolutionnaire. Elle favorise surtout les intérêts des industriels...

Mardi 21, manifestation contre Adenauer, des copains de chez nous se rendent au front-Pain de Champs-Élysées. Roulés sous le monument de Clémentine, deux d'entre eux...

Par recevoir Adenauer LA CRAVATE ETAIT DE RIGUEUR

Dans les sous-sols du Grand-Palais, ceux qui ont été ramassés dans d'autres coins nous disent qu'il n'y a pas de rigueur...

Les sous-sols du Grand-Palais, ceux qui ont été ramassés dans d'autres coins nous disent qu'il n'y a pas de rigueur...

La lutte pour libérer Henri Martin est une lutte contre le colonialisme

Le Comité de défense Henri Martin de la cause centaine galloises familles de la région parisienne...

Coloniale. C'est pourquoi les Comités Henri Martin dans lesquels il est possible de rassembler des travailleurs de toutes tendances...

BARRAGE AUX 2 ANS!

Parce qu'ils occupent l'Afrique du Nord comme la volonté des peuples d'Algérie, de Tunisie et du Maroc qui revendiquent l'indépendance et la souveraineté totales...

Parce qu'ils occupent l'Afrique du Nord comme la volonté des peuples d'Algérie, de Tunisie et du Maroc qui revendiquent l'indépendance et la souveraineté totales...

LES ASSISES NATIONALES DU R.P.F.

Une démagogie fasciste (Suite de la première page) Malraux a fait sensation en s'écriant: « Nous ne sommes pas plus fascistes que les socialistes ne sont marxistes... »

Les gouvernants n'ont qu'un argument contre l'aspirant dictateur: il multiplie les promesses, jure qu'il aura moins d'impôts, plus d'abandonnés...

ce dernier, il creuse sa propre tombe. Quand le P.C.F. ne mène pas une politique de front unique avec le P.S., ce n'est pas pour le meilleur...

CONTRE LA GUERRE

Deux objectifs saillaient à travers ces discours: le pacte à cinq et le désarmement. Leur utilité, leur urgence, leur réalité n'ont été que des affirmations peu convaincantes...

FAIRE FRONT CONTRE LES DEUX ANS

La bourgeoisie n'est forte que de la division ouvrière. Pour cette raison seulement, la crise de régime ne s'est pas transformée en crise révolutionnaire...



Le R.P.F. était aussi son programme. A part la lutte contre la production dont le R.P.F. cache à peine d'ailleurs qu'il ne s'agit que de factice conjoncturelle...

Combatte et détruire le R.P.F.

Les assises de Nancy montrent que le danger du R.P.F. grandit. L'actuel mouvement de centre-droit n'a pas d'avenir propre, mais il prépare le gaullisme par toute sa politique anti-ouvrière...

SERVICE D'EDITION ET DE LIBRAIRIE S.E.L.

Table listing various publications and their prices, including 'L'Asie du Sud-Est', 'L'Europe du Sud', etc.

La bourgeoisie prépare la guerre civile. Le prolétariat s'y prépare-t-il?

Le plus souvent la presse et l'opinion publique bourgeoise de l'Europe occidentale donne une impression de pessimisme en ce qui concerne l'avenir...

Dans la classe ouvrière et particulièrement dans les partis communistes staliniens, c'est aussi l'opinion dominante, mais bien entendu sans la peur qu'a la bourgeoisie...

sur cette question en envisageant la place des peuples paysans de la guerre et dans la question de la bourgeoisie. Mais dès maintenant il est évident que la divergence par exemple entre l'orientalisme actuel de celle du sénateur Taft qui voudrait que l'Europe ne soit qu'un objectif principal à défendre...

par Jacques PRI



# LE FRONT OUVRIER

## HUIT JOURS CHEZ LES MINEURS

### Le scandale de la médecine des mines (1)

de notre envoyé spécial André REVEL

## Il n'y a pas une minute à perdre

Le gouvernement prépare une audacieuse provocation contre l'ensemble du monde ouvrier : la prolongation de la semaine de travail.

De tous temps la réduction du temps de travail a été une revendication essentielle des travailleurs. Elle est la contrepartie élémentaire et indispensable du développement technique.

Le simple fait de maintenir les mêmes horaires, c'est déjà surcroître gravement les travailleurs.

Mais lorsqu'en outre, nous contents d'avoir pitiné les quarante heures, le patron et son gouvernement agissent, s'apprêtent à prolonger la semaine de travail légale, il s'agit d'une agression directe contre les salariés, d'UNE BOUTÉE MASSIVE ET GÉNÉRALE DES SALAIRES. Plus de salaire, moins de salaire, un chômage accru, telle est la formule.

Quelle sera, en effet, la situation de l'immense majorité des ouvriers lorsque les heures supplémentaires qu'ils faisaient pour arriver à boucler leur budget de famille seront payées comme heures de travail normales ?

Quel sera le sort des mensuels, auxquels sera imposée une présence prolongée au bureau en même temps que tomberont leurs indemnités d'heures supplémentaires ?

Quel sera le sort de tous ceux que cette monstrueuse décision privera de leur droit au travail, et qui viendront grossir l'effectif des bureaux de chômage ?

Cette mesure serait le couronnement de l'offensive anti-ouvrière qui passe par la montée des prix, par l'accroissement de la fiscalité, par les amputations à la Sécurité sociale, par les atteintes aux droits syndicaux et aux libertés individuelles.

Une bourgeoisie qui prépare la guerre pour faire survivre son édifice de pourriture, de misère et de sang, ne peut offrir d'autre programme. C'est à l'édifice lui-même qu'il faut s'attaquer.

Avant la première guerre mondiale, plusieurs grèves générales ont été menées pour la semaine de quarante-huit heures. Finalement les quarante-huit heures ont été arrachées.

En juin 1938, la grève générale a imposé les quarante heures. Ce fut la plus grande conquête du mouvement.

En décembre 1951, l'offensive pétrolière, qui a déjà fait table rase des quarante heures, menace de rétablir les conditions de travail du début du siècle.

La classe ouvrière doit se dresser contre cette prétention. Pour défendre ses droits vitaux, elle doit s'unir, organiser et combattre. Elle ne peut tolérer que ceux qui prétendent la diriger continuent à tergiverser et à maintenir la division. Elle doit chasser, comme des traitres criminels, les dirigeants qui se débattent à l'unité d'action.

Pour avancer, pour préparer l'action indispensable des comités d'unité d'action démocratiques doivent se constituer dans les entreprises.

Contre la prolongation de la semaine de travail, pour le retour aux quarante heures.



## Echos de la grève

En puits par-ci un puits par-là, une heure, deux heures de débrayages ont été réalisés. Le début de la grève, des que les ouvriers ont été dans le bain « ça s'est étendu, le comité a voulu que les scandales soient la plus saine de riposte électorale.

La C.F.T.C. alors, a soutenu le mouvement qui, lorsqu'il fut généralisé, obtint le soutien de l'F.O. dans le Pas-de-Calais.

Pour le Nord, il en fut tout autrement. Particulièrement dans le bassin d'Azénois (groupe de Valenciennes-Touchy) plus particulièrement à l'Est (Vieux Condé, puits Ledoux, etc.) où l'F.O. a une certaine force.

Dans ce bassin, en effet, depuis 1947, les salaires et les rétrocessions des salariés avaient accepté un déstatement de 20 % sur les remboursements de la Sécurité sociale minima, ainsi que l'absence de remboursement était de 100 %.

Dans ces conditions, l'objet de la grève contre 15 % imposés depuis le 3 novembre par le gouvernement, dans ce secteur, n'avait pas la même force. Malgré cela (comportant la victoire contre les 15 % et la victoire de tous, et aussi naturellement de ceux qui étaient brimés de 25 % supplémentaires), un groupe de Douchy-Valenciennes pour le départier entièrement en grève dans l'attente d'un règlement de la grève fut le 15 novembre ; après le Pas-de-Calais.

Sous les puits de l'Est, du bassin Ledoux, Lavareuse, on donna l'impulsion et fut, les salaires et l'absence de remboursement des salariés ayant été acceptés en 1951, et 20 % supplémentaires, ils étaient plus qualifiés pour appeler les mineurs à la grève contre les 15 % du gouvernement.

Amis du comité de Douchy-Valenciennes, qui furent suivis, les ouvriers se réunirent et furent très partiellement, les ouvriers soulevés que seuls le comité ne ferait reculer le gouvernement et balayerait les 15 ou les 20 %.

Au puits Schneider, une Assemblée générale de tous les ouvriers de l'F.O. et C.F.T.C. compris — à l'appel du syndicat C.G.T., considérant que comme une partie de la lutte, mirent en avant un chef de revendications communes comprenant l'ensemble des problèmes de salaires. A Bilières, un comité d'unité d'action comprenant C.G.T., F.O. et la Sécurité sociale fut constitué. L'ensemble de la lutte fut dirigée par la conclusion de l'accord par lequel l'F.O. et C.F.T.C. savaient la grève contre les 15 % du gouvernement. Heureusement, ils ne furent suivis que très partiellement, les ouvriers soulevés que seuls le comité ne ferait reculer le gouvernement et balayerait les 15 ou les 20 %.

CORRESPONDANT.

**QUATRIEME INTERNATIONALE**

à paru

**TOUS LES DOCUMENTS ADOPTES PAR LE 3e CONGRES MONDIAL**

- son manifeste ;
- ses thèses sur les perspectives internationales et ses résolutions ;
- et les nouvelles du mouvement ouvrier.

Le numéro : 130 francs

## LA PRESSE SYNDICALE

### Hénaff et les bons patrons

Dans la « Vie ouvrière » du 27 novembre, Hénaff s'élève contre le réarmement allemand :

« M. Georges Villiers, président de l'U.N.C.F., doit le nom de son syndicat de surproduction, de bas salaires, de misère, de moutardage, de division, et M. Fritz Herz, président de la Fédération de l'industrie allemande, vient d'amorcer, à Dusseldorf, la constitution d'un Comité industriel franco-allemand. C'est la reconstitution de l'Internationale des marchands de canons. »

Très bien, Hénaff a raison de dénoncer le front unique international. Mais il tient à rester dans la ligne du P.C.F., et ajoute :

« Que les industriels français manifestent, avec leurs ouvriers, leur résistance à l'expansion des productions pour les besoins pacifiques, leur désir de voir se rétablir les relations commerciales avec tous les pays, l'U.R.S.S., la Chine Nouvelle et les démocraties populaires, c'est la preuve que la France désireux d'empêcher la France de rouler à l'abîme sont toujours plus nombreux. »

Que devient l'intérêt de classe dans cette politique « d'indépendance nationale » ? Il n'y a pas des mauvais patrons, et des bons patrons (ceux qui désirent le rétablissement des relations commerciales avec l'Est, les démocraties populaires, etc.) ?

« F.O. fait confiance à M. Bacon »

La bourgeoisie, craignant les réactions ouvrières, hésite à porter atteinte aux avantages servis par la Sécurité sociale.

Le bureau de la C.G.T.-F.O. réunit le 29 octobre :

« A pris acte avec intérêt des déclarations de M. Bacon, ministre du Travail, par lesquelles, soulignant les raisons du déficit de la Sécurité sociale, il affirme ne pas vouloir porter atteinte aux prestations actuelles. »

Quelques jours plus tard, le gouvernement, auquel appartient M. Bacon, s'attaque à la Sécurité sociale des mineurs ! Belle illustration des promesses bourgeoises, et de la vanité des illusions réformistes !

La C.G.T.-F.O. s'annonce la bourgeoisie

Après les attaques dirigées contre la Sécurité sociale des mineurs et partiellement mises en échec par un mouvement unitaire, le bureau confédéral de la C.G.T.-F.O. :

« S'annonce, dans ces conditions, de l'insécurité des ministres qui, sous de propositions de la part de la Fédération des mineurs F.O., n'ont pas mené valablement les négociations et pris les mesures nécessaires pour empêcher le développement d'une agitation recherchée par les autoritaires de l'économie nationale. »

Vous nous êtes bourgeois libéraux et bornés qui négligent les intérêts des propositions réformistes !

Et le C.C.N. de F.O. dans une motion de solidarité aux mineurs :

« Révise une vaine protestation contre la décision (taux) du gouvernement, lequel en attaquant maladroitemment (sic)

à la Sécurité sociale minière, visait également le régime social général. »

Quelle maladresse en effet ! F.O., elle, invoquerait la Défense nationale, le réarmement allemand, etc.

« Vous avez pu constater dans la déclaration d'Heurs Rogard... l'appelle ci-dessus, qu'il était fait allusion à la création spontanée de comités de défense de sections syndicales. »

« Pour notre part, nous ne pouvons souscrire à cette dernière raison dite spontanéité. »

Et Michon tente de nous faire croire qu'il considère comme une manœuvre machiavélique de la C.G.T.

« Cependant, Bouldoux, secrétaire général de la C.G.T., nous rapporte au Comité national d'unité d'action qu'il considère comme une manœuvre machiavélique de la C.G.T. »

« Vous auriez pu espérer tout de même, aborder à un accord entre les diverses centrales ? A l'heure actuelle, cela semble peu probable, mais pas de raisons de programme que pour des raisons de tactique telle la tentative de débordement à la base que nous ne pouvons admettre et à laquelle tente de se livrer la C.G.T. »

La C.F.T.C. serait donc disposée à conclure des accords de sommets, mais entend ne tenir aucun compte du désir unitaire, chaque jour plus puissant, qui anime les travailleurs C.G.T., C.F.T.C. ou F.O.

Ce mépris des intérêts ouvriers, cet attachement sectaire au pluralisme syndical, risquent fort de faire méfiance aux dirigeants confédérés de la C.F.T.C., parce que la poussée d'unité sera très forte que leurs excommuniations.

**La productivité au C.C.N. de F.O.**

Décidément la productivité donne bien des soucis aux dirigeants réformistes de F.O. En dépit de leurs efforts pour parer de toutes pièces les attaques de l'exploitation capitaliste, ils ont dû reculer devant la méfiance et l'hostilité quasi générale des mineurs du Comité confédéral national. C'est ainsi que le Centre (Fédération du spectacle), Le Rassemblement (U.D. de la Somme), Fêtre (U.D. du Calvados), etc., ont refusé de participer à la productivité, ne profitant qu'à la bourgeoisie.

« Les dirigeants réformistes ont dû décevoir de F.O. devant ces refus. De plus, ils n'ont pu empêcher le C.C.N. de voter à l'unanimité une motion de deux abstentions, une résolution, concernant la participation de la C.G.T.-F.O. aux élections municipales et des recherches de Productivité. »

Alors, les travailleurs ne sont pas mécontents de ces cadences infernales, et les « bienfaits » de la productivité.

Les luttes menées chaque jour prouvent qu'ils veulent obtenir un salaire décent qui ne devra rien aux heures supplémentaires et aux rythmes accablés.

## NON, LEFAUCHEUX l'heure n'est pas venue

PAR un avis paru le vendredi 30 novembre 1951, la Direction de la Régie Renault, dit savoir aux ouvriers du département 74, au nombre de 7.700, qu'ils n'auraient plus à travailler le lundi 3 décembre 1951, et les 118 ouvriers de l'atelier 70-70 (traitement thermique) ne représentaient pas le travail le samedi 2 décembre.

En clair, cela s'appelle lock-out. Se servant d'arguments techniques sans valeur, la Direction de l'usine entend faire peser sur les 118 ouvriers des « traitements » la responsabilité de la mesure qu'elle entend prendre. Or, cette mesure est un coup double et même triple. Car :

1° La Direction entend liquider la grève des « traitements » en frappant l'ensemble du département ;

2° A la suite de ce lock-out, la Direction entend épurer le département des éléments qui la gênent, en particulier des adhérents de la C.G.T. ;

3° A la faveur de cette épuration, la Direction entend entretenir la mise à la porte de deux délégués C.G.T. décidés le mardi 27 novembre.

Cette mesure qui rappelle la suite sombre période de feu Renault n'est que la suite logique de toute une série de menaces, et de menaces partielles qui se sont suivies depuis le début de l'année. Lefauchaux, directeur de la Régie nationale des usines Renault, sait très bien que le mécontentement est très grand parmi les ouvriers. Il sait que ce ne sont pas les 3 % d'augmentation, accordés en septembre dernier qui ont arrêté la colère des travailleurs. Lefauchaux sait également que la promesse de la prime de fin d'année n'est qu'un piège tendu, tendu pour calmer les appréhensions ouvrières devant la hausse du coût de la vie.

Mais Lefauchaux voit loin ! De la même façon qu'en septembre, il avait augmenté les salaires pour prévenir des mouvements qu'il sentait inévitables, aujourd'hui, il entend désespérer tout un département pour empêcher qu'à l'avenir il n'y ait, tout au moins, le porte-drapeau et l'âme marchande de toute l'entreprise. Et Lefauchaux frappe fort, car il veut savoir, demain, jusqu'où il pourra aller dans sa politique de surproduction.

L'événement est considérable. Tous les travailleurs de Renault et d'ailleurs doivent voir la leçon, sur le plan économique de ce qui pourrait être plus tard sur le plan politique. Assés, maintenant, il nous répète comme un seul homme à propos de la grève, il appartient d'abord et avant tout aux ouvriers du 74, de défendre bien leur droit à la grève, le droit à la grève des rats du 70-70, et le droit à leurs délégués d'exercer librement leur mandat. Toute atteinte portée à ces droits élémentaires aura, nous le savons, sur toute l'entreprise et, au delà, sur tous les ouvriers de France.

La grève du département 27 n'est pas isolable pour que ses leçons puissent être oubliées. L'une d'elle, c'est que toutes les organisations syndicales et entre tous les ouvriers, unifiés ou non, a le droit de se réunir devant la direction comme un bloc sans fissure. Rien qu'après quatre semaines de lutte, ces ouvriers sont restés sans avoir obtenu satisfaction. Ils n'ont pas été battus car jusqu'au bout ils sont restés unis, unis solidement.

Or, c'est aussi l'unité d'action que Lefauchaux tente de mettre à l'épreuve, à une échelle incommensurablement plus vaste. Toutes les organisations ont leur responsabilité engagée. Ce qui a été possible pour le 27-29 doit l'être pour le 26. En as-

semble générale les travailleurs doivent décider des formes les plus décisives et les plus rapides pour répondre à ce coup de force. Toutes les organisations syndicales doivent soutenir conjointement et solidairement toutes les propositions de lutte. Les travailleurs Groupés derrière leurs comités de grève, ils égareront la bataille qu'il faut mener. Devant l'action unie, Lefauchaux sera contraint de reculer.

D. R.

**DERNIERE HEURE.** — Lefauchaux a reculé devant la levée ouvrière. Il n'a pas osé lock-out le département 74. La grève continue à l'atelier de traitement thermique. La C.G.T. et la C.F.T.C. ont organisé une collecte pour le soutien des grévistes.

## DANS LE FINISTERE

### Un appel des syndicats C.G.T. pour la Sécurité Sociale

Devant les périls qui menacent la Sécurité sociale, l'Union départementale C.G.T. du Finistère a convoqué une conférence de défense de la Sécurité sociale. Cette conférence lance un appel à la population du Finistère : médecins, pharmaciens, pharmaciens, chirurgiens-dentistes, assistants sociaux, pour constituer dans les localités et dans les entreprises les larges comités de défense suivants :

1) A engager une campagne d'explication sur les difficultés réelles de la Sécurité sociale et les causes de ces difficultés ;

2) A ne pas accepter que soit mise en cause la structure fondamentale de la loi ;

3) A lutter contre toute diminution sous quelque forme que ce soit des prestations actuellement servies aux assurés sociaux et les allocations qui sont garantis effectivement pour le remboursement à 80 ou 100 % des dépenses médicales, pharmaceutiques et d'hospitalisation ;

4) A réclamer l'amélioration des prestations, notamment la fixation de l'allocation des vieux travailleurs salariés à 40 % du minimum vital ; l'application de la loi du 22 août 1946 qui fixe le salaire de base pour les 225 foils de la région parisienne ; la suppression de l'avance aux médecins, étude de la gratuité des soins ;

5) A réclamer les modifications, simplifications et améliorations indispensables ;

6) A réclamer l'équilibre du système par :

a) la révalorisation générale des salaires et le retour à un pouvoir d'achat normal ;

b) l'amélioration de la rentrée des cotisations en luttant efficacement contre le fraudeur patronal, tous pouvoirs de poursuite contre les patrons défaillants étant donnés aux Conseils d'administration ;

c) le remboursement immédiat par l'Etat des sommes dues à la Sécurité sociale ;

7) A réclamer à l'Etat des crédits pour le développement de la recherche scientifique dans le domaine de l'amélioration de la santé.

(Correspondant.)

Cette plateforme, sur laquelle se sont mis d'accord les travailleurs de toutes catégories et de toutes tendances, permet un démarrage sérieux d'une lutte efficace.

Il n'en reste pas moins que les travailleurs doivent, dans le cadre du front unique, défendre un programme qui réponde aux besoins ouvriers et qui démasque comment, des aujourd'hui, les « avantages » de la Sécurité sociale ont été fortement réduits.

Ainsi l'établissement de listes de produits remboursés en exclut de nombreux médicaments, l'ordonnement, souvent nécessaire, laisse à la charge du salarié plus de 40 % de la facture ! En ce cas de moins par l'Etat, est-ce un « théorique » dit « autorité » de remboursement des consultations médicales. Quant à l'attribution aux vieux travailleurs, actuellement, une seule allocation, serait-elle viable si elle était portée à 40 % du ridicule salaire minimum vital ? Nous reviendrons, ici, sur les problèmes soulevés par cette importante question. Mais dès aujourd'hui, il est nécessaire que les administrateurs des Caisses de Sécurité sociale qui représentent le parti des ouvriers ont été (qu'ils soient C.G.T. ou F.O.) rendent compte de leur mandat devant tous les salariés dans des assemblées régionales, communales, etc. Ainsi sera impulsé et animé par les travailleurs eux-mêmes — et c'est là la garantie de la défense de leurs droits — un front qui trouvera son appui dans toute la population, enfin informée, associée dans les Comités de défense.